

ISSAD REBRAB PARLE DU PROJET
DE CONSTRUCTION D’UN COM-
PLEXE PORTUAIRE À CAP DJINET

«Des problèmes
de régionalisme sont
derrière son blocage»

«Le projet de construction d’un port à Cap Djinet se concrétisera un jour», dira l’homme d’affaires Issad Rebrab qui ne veut nullement s’avouer vaincu devant cet ultime blocage opposé à sa demande de construction et à ses frais d’un port multifonctionnel à cap Djinet et dont le dossier est bloqué depuis près d’une décennie au niveau du CNI, Conseil national de l’investissement. Il s’agit d’un complexe portuaire de taille mondiale qui, en plus de l’activité portuaire traditionnelle, se traduira par la mise en place de nombreuses activités connexes et structurantes : industrie automobile, construction navale, pétrochimie... Le détail est fourni par le patron du groupe Cevital qui accorde beaucoup d’importance à cet investissement stratégique qui est, signale-t-il, porteur de retombées positives sur le plan socio-économiques qui iront au-delà de la seule région de Kabylie.

Un million d’emplois seront générés par l’ensemble des activités de ce complexe qui permettra d’enclencher une dynamique économique qui profitera à de nombreuses PME. Ce complexe permettra, en outre, selon toujours les explications de son promoteur, de combler l’énorme déficit en infrastructures portuaires dans notre pays. Il permettra un gain de 3 600 milliards de dollars que l’Algérie perd actuellement, en raison de l’absence d’un port de taille mondiale. Devant un public nombreux venu assister à une conférence que l’homme d’affaires a animée conjointement avec Tayeb Hafsi, expert international en management stratégique et auteur d’une biographie sur Issad Rebrab et organisée par la filière INSIM de Tizi-Ouzou, Rebrab dira, sans ambages : «Des problèmes de régionalisme sont derrière le blocage de la construction du port de Cap Djinet.» Qui s’oppose donc à la réalisation de cet important investissement utile à l’économie nationale ? Pour répondre à la question, suivons les explications de Rebrab qui rappellera la genèse du projet pour la réalisation duquel de nombreuses études géotechniques ont été réalisées à la demande de l’État algérien depuis une quarantaine d’années par des bureaux d’études étrangers. Toutes les expertises effectuées par les Américains en 1970 et juste après par les Japonais, les Hollandais en 1976 et les Danois en 1983 et qui ont pour champ d’étude la bande littorale située entre Ténès à l’ouest, jusqu’à Dellys au centre du pays, insistent sur la nécessité de positionner le projet à Cap Djinet, région qui répond le mieux, en raison de ses spécificités géographiques et la configuration de son littoral, aux normes techniques spécifiées par les experts. Les mêmes conclusions ont été confirmées par une expertise récente commandée par le groupe Cevital.

«Et voilà que Amar Tou (ministre des Transports, ndr) vient de commander une nouvelle étude technique pour la réalisation du même projet mais en limitant le champ de l’expertise à une distance située entre Alger et Ténès», révélera encore l’homme d’affaires. «Et vous comprenez pourquoi», dira-t-il, encore, donnant ainsi la clé de l’énigme. L’homme d’affaires pointe ainsi du doigt les démons du régionalisme qui motivent, selon lui, le blocage de son projet qu’il tient à réaliser. Des blocages, Rebrab en a vus d’autres durant tout son parcours de bâtisseur et de porteur de projets. Une vision, un cheminement qu’il a étalé, durant une bonne partie de l’après-midi de samedi dernier, devant les jeunes étudiants de l’INSIM, des universitaires et d’anonymes. Une manière de susciter l’espoir et l’amour d’un pays que d’aucuns persistent à rendre invivable pour ses habitants.

S. Aït-Mébarek

SAÏDI ABDERRAHMANE, PRÉSIDENT DU MAJLISS ECHOURA
À PROPOS DE L’ÉCHEC DU MSP AUX LÉGISLATIVES :

«La responsabilité de Aboudjerra est entière»

Le président du majliss echoura du Mouvement de la société pour la paix estime que Aboudjerra Soltani a eu une large liberté d’action pour gérer son parti. Pour Abderahmane Saïdi, Soltani sera nécessairement seul responsable face à l’échec.

Entretien réalisé
par Tarek Hafid

Le Soir d’Algérie : Les députés de l’Alliance pour l’Algérie verte ont chahuté, samedi, la cérémonie d’installation de l’Assemblée populaire nationale pour dénoncer la fraude. Pourquoi une telle action ?

Saïdi Aberrahmane : C’est une action politique qui a été prise de manière consensuelle par les trois partis politiques de l’Alliance. C’est une position purement parlementaire.

Le député Amar Ghoul n’a pas participé à cette action. Faut-il lier sa position à la décision prise par le majliss echoura du Mouvement de la société pour la paix de ne pas faire partie du prochain gouvernement ?

A l’heure actuelle, le majliss echoura n’est pas arrivé à statuer sur une situation donnée. Les membres du conseil ont décidé que le parti ne participera pas au prochain Exécutif. Ce qui s’est passé à l’Assemblée est une décision politique interne aux formations de l’Alliance de l’Algérie verte.

Pour revenir à la position de Amar Ghoul, je pense qu’il a sa propre vision et des arguments pour la défendre. Sincèrement, je n’ai pas eu l’occasion de le rencontrer pour évoquer cette question.

Comment est perçu Ghoul au sein du MSP ? Est-il vu comme un cadre qui place sa carrière avant le Mouvement ?

En fait, pourquoi pense-t-on que Amar Ghoul ira à contre-sens de la position du parti ? Je pose cette question aux cadres et aux militants de notre formation.

Il est possible que d’autres ministres ne respectent pas la décision du majliss echoura. Imaginons que le président de la République fasse appel à d’autres cadres du MSP ? Il est donc important d’attendre avant de s’avancer et d’engager une polémique.

Le conseil consultatif peut-il revenir sur cette décision ?

Cette décision a été prise il y a une dizaine de jours. Pour la réviser, il est nécessaire que le contexte change.

Et actuellement, il n’y a rien de nouveau.

Si Amar Ghoul venait à accepter d’intégrer de nouveau le gouvernement, le conseil consultatif pourrait-il le sanctionner sachant qu’il a été le leader incontestable de l’Alliance lors de l’élection législative ?

C’est une réalité, sa liste a été classée première dans 32 communes de la capitale. Dans d’autres wilayas, certains candidats ont même affiché son portrait pour profiter de son aura. Ghoul est un pur produit du MSP mais c’est aussi un homme d’Etat du fait des fonctions qu’il a occupé. S’il accepte de réintégrer le gouvernement, le majliss echoura se retrouvera face à une situation très délicate, épineuse. In fine, la décision reviendra au majliss echoura et à personne d’autre. Je ne veux surtout pas anticiper, le conseil tranchera en temps voulu.

Le MSP a-t-il été contacté par la Présidence pour proposer les noms de «ministrables» comme le veut la tradition ?

A ma connaissance, non. Mais je ne peux pas répondre à cette question car cet aspect est du ressort du président du Mouvement.

Il semble que la question de la participation au gouvernement soit au cœur d’un conflit entre deux tendances du parti. De par votre statut de président du majliss echoura, vous aurez à jouer un rôle important au même titre que le président du parti...

Notre parti ne se gère pas à un niveau personnel. Nous avons des instances, les décisions se prennent à leur niveau, selon la règle du consensus. Au sein du MSP, nous avons pour principe de donner la priorité à une décision faible qui permet d’unifier nos rangs plutôt qu’à une décision forte qui fasse éclater nos rangs. Par ailleurs, le majliss echoura reste l’instance suprême du parti entre deux congrès. Comme son nom l’indique, le bureau exécutif n’est là que pour exécuter les décisions du conseil consultatif.

Le MSP est-il en crise ?

Nous ne pouvons pas dire qu’il y a crise. Les conditions d’une crise n’existent pas. Nous n’en sommes pas à ce stade-là. En fait, nous sommes à la recherche d’une ligne de conduite à mettre en œuvre dans un futur proche.

Dans une situation pareille, nous ne devons surtout pas improviser et agir dans la précipitation. Sincèrement, je ne pense pas que le parti ait été confronté une situation pareille par le passé.

BÉJAÏA : CONSIDÉRANT LA SUSPENSION DE LEUR FÉDÉRAL «NULLE ET NON AVENUE»

Le militants du FFS exigent «sa réhabilitation
immédiate et sans conditions»

La dernière sortie du président du Front des forces socialistes, Hocine Aït Ahmed, appelant à sanctionner les «tentatives internes de déstabilisation du parti» durant les dernières législatives, semble faire lever un véritable vent de révolte dans la maison du plus vieux parti d’opposition algérien.

La suspension du premier secrétaire fédéral de Béjaïa par la direction nationale du FFS au lendemain du scrutin du 10 mai à n’a pas manqué de faire rugir de colère les militants du parti d’Aït Ahmed dans la wilaya de Béjaïa. «Il est bien facile de mettre la débâcle sur le compte de quelque comportement déviant et justifier du même coup une chasse aux sorcières qui, du reste, a déjà commencé. Les conséquences seront tragiques tant pour le parti que pour le pays», avertit le conseil fédéral élargi du FFS de Béjaïa dans une résolution sanctionnant les travaux de sa session extraordinaire, tenue au niveau de la commune de Tichy samedi. Et d’ajouter dans le même document, «notre parti, à l’instar du

pays, est aujourd’hui à la croisée des chemins. Il serait suicidaire de ne pas mesurer la gravité de la situation. Cet énième coup de force du pouvoir doit être l’occasion d’une remise en cause profonde et d’une prise de conscience à la hauteur des exigences de ce moment crucial».

Considérant la décision de suspension de son premier secrétaire fédéral «nulle et non avenue» et tout en exigeant «sa réhabilitation immédiate et sans conditions», les auteurs de la résolution rendue publique réclament la tenue d’un conseil national extraordinaire, «seule instance habilitée à se prononcer sur les stratégies du parti, dans les meilleurs délais», note le même conseil fédéral du parti d’Aït Ahmed à Béjaïa.

Le FFS juge urgent «d’aller dans le sens d’un rassemblement le plus large des énergies militantes et citoyennes, seul cadre approprié pour faire une évaluation critique objective de notre action et rétablir ainsi le FFS dans sa ligne stratégique originelle».

Le conseil fédéral du FFS estime qu’il «est temps de mettre un terme aux renie-

C’est peut-être ce qui donne l’impression que nous sommes face à une crise.

Mais il existe bien une confrontation entre deux courants, d’un côté celui dirigé par Soltani et Mokri et de l’autre celui de Magharia et Ghoul ?

Au sein de notre formation, il y a différents avis et différentes convictions. En qualité de président du majliss echoura, je peux vous affirmer qu’aucun de ses membres n’accepterait qu’une décision prise par le conseil soit perçue comme étant en faveur d’une tendance ou d’une autre. Il n’y a pas de zaïmisme au MSP ! Il ne doit donc pas y avoir de conflit entre les différentes tendances.

Au lendemain du décès de Mahfoud Nahnah, Aboudjerra Soltani a hérité d’un parti politique fort. A-t-il échoué ? A-t-il fait un mandat de trop ?

Je ne peux pas dire s’il a échoué ou pas. Ce n’est pas à moi de le faire. C’est au congrès de décider. Certaines choses sont positives et d’autres non. Des objectifs ont été atteints, d’autres non. C’est notamment le cas sur le plan électoral. L’analyse de ce bilan sera soumise aux instances du Mouvement.

Après sa réélection, Soltani avait remercié les congressistes de lui avoir «arraché les menottes» qui le liaient lors de son premier mandat. Il a donc eu une liberté d’action plus totale...

J’étais moi-même vice-président lors du premier mandat. Il a fait face à des contraintes importantes qui ont entravé sa liberté d’action. Il a dû composer. C’était très difficile. Au lendemain du quatrième congrès, il a lui-même avoué avoir obtenu sa libération. Donc il n’avait plus aucune contrainte. Mais avec cette liberté, la responsabilité de Soltani est entière.

La situation actuelle ne risque-t-elle pas d’avoir des conséquences directes sur le prochain congrès ?

Ecoutez, les militants ne veulent plus vivre la même situation que celle du quatrième congrès. Ils ne veulent plus être confrontés aux comportements de certains individus. C’était une atmosphère intenable.

Revenir à une situation identique causerait l’explosion du Mouvement de la société pour la paix. Nous devons aller vers un débat politique, un débat vers les choix stratégiques. Celui qui reviendra aux querelles sera directement responsable de l’explosion du Mouvement.

T. H.

A. K.